

Randonnées de trappeurs dans le Nord

Dès 1974, Karl Hoffman, de Fort Smith (Territoires du Nord-Ouest), a pensé que de nombreuses personnes aimeraient certainement profiter des joies du plein air dans le Nord canadien, même au coeur de l'hiver.

Aujourd'hui, au lac Lady Grey, il emmène les visiteurs relever ses pièges au cours de randonnées hivernales, en traîneau tiré par des chiens.

Pour être certain d'avoir les meilleurs, il en a élevé 25 qu'il a dressés comme chiens de traîneaux. Et comme il passe pour l'un des meilleurs trappeurs de Fort Smith, on croira sans peine que le dressage des chiens a été une réussite.

Il n'emmène jamais plus de trois visiteurs à la fois dans ses randonnées. Il arrive que certaines personnes prennent un avion de brousse pour atteindre la région de Lady Grey.

On loge dans des tentes et des cabanes de rondin; les repas sont préparés sur des feux de camp ou des poêles de camping. De chauds anoraks et des sacs de couchage sont prêtés aux visiteurs.



Un attelage de chiens dans le Grand Nord.

Le paysage boisé de la région du lac Lady Grey est celui du bouclier précambrien, parsemé de nombreux lacs et sillonné de rivières; la faune y est riche.

On invite les visiteurs à observer la préparation des fourrures et même à y

participer; on traite des peaux de renard, de loup, de castor, de martre et de glouton.

Lorsqu'on ne va pas relever les pièges, on s'adonne activement à la pêche sous la glace, car il faut nourrir les chiens.

Plein emploi et stabilité des prix

Dans son *Treizième Exposé annuel**, le Conseil économique du Canada estime à nouveau que l'économie canadienne aura besoin d'être stimulée par un encouragement des investissements directement productifs. En effet, bien que la reprise économique soit indéniante, celle-ci risque d'être insuffisante pour que nous puissions revenir, d'ici à 1979, à un haut niveau d'utilisation de nos capacités, qui selon le Conseil correspond à un taux de chômage de 4,5 p. cent.

Analysant les facteurs qui influenceront l'évolution de l'économie canadienne au cours des trois prochaines années, le Conseil est plus optimiste que la plupart des observateurs et il s'attend à ce que l'environnement extérieur soit plus favorable. Il prévoit, en effet, que la reprise économique aux États-Unis se poursuivra l'an prochain à peu près au même rythme que cette année, et que la croissance s'y ralentira en 1978 et 1979. En ce qui concerne l'inflation, il écrit que les pressions extérieures sur le niveau

des prix au Canada seront moins fortes et que le prix des carburants importés s'élèvera en moyenne de 6,6% par année contre 23,5% en 1975 et de plus de 200% en 1974. Au Canada, les facteurs de hausses de prix s'affaibliront par suite des mesures adoptées pour lutter contre l'inflation pourvu que, d'autre part, l'on maintienne les efforts déployés à l'heure actuelle dans les domaines monétaire et budgétaire. Cela suppose par conséquent que la politique monétaire restera modérée ainsi que la croissance des dépenses publiques courantes.

Dans un tel contexte, et en l'absence de nouvelles mesures de politique économique "*les effets combinés de la relance à l'étranger et des efforts entrepris pour juguler l'inflation au pays se traduiraient par une croissance relativement rapide du Produit national brut réel et par une hausse modérée des prix à la consommation*" lit-on dans l'Exposé. Le PNB progresserait en moyenne de 5,7% par année en termes réels, de 1975 à 1979. La croissance serait stimulée en début de période par les exportations puis ensuite par les

investissements dont le volume augmenterait d'environ 6% par an, en moyenne, au cours de ces trois années. Quant à l'indice des prix à la consommation, son rythme d'augmentation annuelle tomberait de 7,8%, pour l'année en cours, à moins de 6% en 1978. Il est cependant possible que la dépréciation du dollar canadien et la levée des contrôles anti-inflationnistes altèrent quelque peu ces prévisions. Malgré cette reprise, la croissance du revenu réel disponible par habitant serait inférieure à celle du début des années soixante-dix.

Relance des investissements

Pour atteindre l'objectif du plein emploi, le Conseil propose de nouveaux indicateurs de performance qui supposent une politique d'encouragement des dépenses en installations et biens d'équipements. Une telle politique devrait permettre de porter le rythme moyen de croissance des investissements à près de 7% par an, en termes réels, de 1975 à 1979. Le taux de croissance de la Dépense nationale brute réelle (ou du PNB) s'élèverait à